



ASSOCIATION

« Soutiens en Urgence à la vie de l'Hôpital du bassin de Ruffec »

BP 19 - 16700 RUFFEC

e.mail : assdef_hopitalruffec@yahoo.fr

membre de la Coordination Nationale CDHMP

association agréée par le ministère de la santé



En Juillet 2025, pour justifier l'augmentation des franchises médicales pour les malades (1 euro / boîte médicament, 2 euros / consultation ...), le gouvernement a déclaré : « *Il faut responsabiliser les malades ... Arrêter avec l'idée que l'assurance maladie, c'est gratuit ... !!!* »

Sauf que, nous nous sommes tous bien aperçus que les cotisations que nous payons sur nos revenus du travail ne sont pas gratuites.

En Octobre 2026, après avoir subi ces énièmes restes à charge, c'est maintenant le plafond non pris en charge qui augmente de 100 euros à 140 euros.

La Sécurité sociale, c'est aussi le financement de l'hôpital, les équipements, les professionnels ... Toute réduction conduit à des services qui fonctionnent mal voire qui ferment.

Le principe fondateur de la Sécurité Sociale « Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » est de plus en plus mis à mal entraînant avec lui le renoncement aux soins et la mise en péril de l'accès à la santé pour toutes et tous.

**La Sécurité Sociale nous appartient. Il est vital de la protéger.
C'est toujours une idée novatrice de solidarité.**

CAFE de la Solidarité

100% pris en charge

café, boissons chaudes et froides à disposition

Jeudi 15 Octobre 2026

13h à 16h

champ de foire de Ruffec devant l'hôpital

*Pour celles et ceux qui ne peuvent pas être présents sur toute la durée,
un passage de soutien sera le bienvenu.*

- **La situation nationale**
- **Signer la pétition** « Les dépassements d'honoraires et les franchises médicales, ça suffit ! »
pour celles et ceux qui le souhaitent et ne l'ont pas déjà fait
- **Nous rapporter les pétitions papier signées**
que vous avez en votre possession
- **Les dernières infos de Ruffec**

SOYEZ NOMBREUX à passer

*Cette action s'inscrit dans le cadre d'une action nationale pendant les débats
du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale.*

Le collectif de travail de l'association

ne pas jeter sur la voie publique